

Groupe crit

Résultats semestriels 2003

En M€	Premier semestre 2003	Premier semestre 2002
Chiffre d'affaires	532,7	531,8
Excédent Brut d'exploitation	19,1	23,9
Résultat d'exploitation	16,6	21,4
Résultat courant avant impôts	12,8	16,3
Résultat net avant amortissement des survaleurs	7,1	10,1
Résultat net part du groupe	0,07	3,1

Une bonne résistance de l'activité

Avec un chiffre d'affaires de 532,7 M€ en légère progression sur un marché de l'intérim en repli de 2,5%*, le groupe confirme ainsi sa capacité de résistance. Deux facteurs principaux participent à cette bonne tenue de l'activité :

- le maintien du niveau d'activité du pôle travail temporaire (88,5% du CA total) avec un chiffre d'affaires de 480,8 M€ qui bénéficie de l'intensification des efforts commerciaux auprès des PME/PMI et du renforcement de la pénétration auprès des grands comptes (en progression de plus de 20%) ;
- la dynamique toujours soutenue du pôle aéroportuaire dont l'activité progresse de 15,8% avec un chiffre d'affaires de 29,1 M€ malgré la perte d'un contrat de sous-traitance au 28 février. Cette dynamique devrait être confirmée au second semestre avec la montée en régime des contrats signés sur le semestre.

Des résultats qui intègrent les conditions de marché Une structure de charges étroitement encadrée

Malgré cette résistance de l'activité, la conjoncture pèse sur les résultats de la période. Le résultat d'exploitation qui s'inscrit en repli à 16,6 M€ se décompose ainsi : 15,6 M€ dans le travail temporaire et 1,3 M€ dans l'aéroportuaire. Le résultat d'exploitation intègre :

- dans le travail temporaire : un effet prix négatif et l'augmentation des charges salariales partiellement répercutée sur les clients;

- dans l'aéroportuaire : l'impact des mouvements sociaux intervenus dans le secteur et la disparition d'Air Lib qui était fortement contributif à la marge en 2002.

- dans les autres activités et notamment la maintenance industrielle, le redressement progressif est confirmé avec une perte ramenée sur le semestre à 0,2 M€ contre 2,1 M€ au second semestre 2002.

La structure de charge reste étroitement encadrée tant sur le terrain des recrutements que de l'optimisation du réseau d'agences.

Le résultat net avant survaleurs est positif à 7,1 M€ (0,07 M€ après survaleurs).

Nouvelle étape dans la réduction de la dette

Sur le semestre, la dette nette liée au financement de l'acquisition d'Euristt enregistre une nouvelle diminution de 11,8 M€. Au total, la dette nette depuis l'acquisition d'Euristt en décembre 2001 a été diminuée de 20%.

Perspectives 2003 : priorité à la rentabilité

Face à un marché toujours à faible visibilité, le groupe axera ses priorités au cours des prochains mois sur l'amélioration de la rentabilité.

Au delà de 2003, les fondamentaux solides du groupe (qualité du réseau et du portefeuille clients dans le travail temporaire, relais de croissance solide dans l'aéroportuaire,...) permettent d'aborder l'avenir avec confiance dans la perspective de la reprise.

* source : sett

Avec plus de 1,1 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel, le Groupe CRIT est le premier acteur indépendant sur le marché du travail temporaire en France. Coté au Second Marché d'Euronext Paris, le Groupe CRIT fait partie de l'indice SBF 250.

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

En Milliers d'euros	Notes	30/06/03	2002	30/06/02
CHIFFRE D'AFFAIRES	Note 3 a	532 682	1 110 984	531 751
Autres produits		7 805	15 665	8 376
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		540 487	1 126 649	540 127
Charges d'exploitation		(521 433)	(1 078 330)	(516 210)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		19 054	48 319	23 917
Amortissements		(2 418)	(5 041)	(2 553)
RESULTAT D'EXPLOITATION		16 636	43 278	21 364
Résultat Financier		(3 864)	(10 267)	(5 022)
RESULTAT COURANT		12 772	33 011	16 342
Résultat exceptionnel	Note 4	(907)	(2 152)	(337)
Impôts		(4 765)	(10 689)	(5 872)
RES NET AVT AMORT DES SURVALEURS		7 100	20 170	10 133
Amortissement des écarts d'acquisition et des fonds de commerce	Note 5	(6 890)	(13 765)	(6 847)
Intérêts minoritaires		(143)	(286)	(163)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		67	6 119	3 123
RESULTAT NET PAR ACTION	Note 7	0,01	0,54	0,28

Groupe CRIT

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF (en Milliers d'Euros)	Notes	30/06/03	2002	30/06/02
Fonds de commerce et écarts d'acquisition		104 270	111 021	116 054
Autres immobilisations incorporelles		1 281	1 321	1 376
Immobilisations incorporelles	Note 6 a	105 551	112 342	117 430
Immobilisations corporelles	Note 6 b	20 351	21 164	21 599
Immobilisations financières	Note 6 c	3 748	3 640	3 846
TOTAL ACTIFS IMMOBILISÉS		129 650	137 146	142 875
Valeurs d'exploitation		2 539	2 151	1 869
Clients		179 868	168 026	200 275
Autres tiers		25 075	44 163	26 848
TOTAL ACTIF CIRCULANT		207 482	214 340	228 992
Titres de placement		1 441	876	2 351
Disponibilités		50 321	27 070	34 453
TOTAL ACTIF		388 894	379 432	408 671

Groupe CRIT

BILANS CONSOLIDES

PASSIF (en Milliers d'Euros)	Notes	30/06/03	2002	30/06/02
Capital		4 050	4 050	4 050
Primes & réserves		45 027	39 853	39 733
Résultat de l'exercice		67	6 119	3 123
CAPITAUX PROPRES		49 144	50 022	46 906
Intérêts minoritaires		1 101	1 231	1 106
CAPITAUX PROPRES & INTERETS MINORITAIRES		50 245	51 253	48 012
Provisions pour risques & charges		8 236	8 116	8 883
Dettes financières à long terme		36 469	36 208	51 295
Dettes fournisseurs		24 670	24 292	18 422
Dettes fiscales et sociales		203 612	207 646	203 662
Autres dettes		3 351	3 373	7 267
Dettes financières à court terme		47 256	30 119	54 025
Dettes financières à long terme partie à court terme		15 055	18 425	17 105
TOTAL DETTES A COURT TERME		293 944	283 855	300 481
TOTAL PASSIF		388 894	379 432	408 671

Groupe CRIT

TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Résultat net de l'exercice	67	6 119	3 123
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9 410	19 145	9 390
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	54	(1 872)	-302
Variation des impôts différés long terme et court terme	2 316	(392)	575
(Plus) / moins values sur cessions d'immobilisations corporelles	(265)	71	-15
(Plus) / moins values sur cessions d'immobilisations incorporelles	0	53	0
Intérêts des minoritaires dans le résultat net des sociétés intégrées	143	286	163
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	11 725	23 410	12 934
(Augmentation) / réduction des valeurs d'exploitation	(388)	184	466
(Augmentation) / réduction des créances clients et comptes rattachés	5 864	69 464	54 532
(Augmentation) / réduction des autres débiteurs	(1 217)	17 418	8 718
Augmentation / (réduction) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(1 013)	5 224	4 084
Augmentation / (réduction) des dettes fiscales et sociales	(4 000)	8 584	899
Augmentation / (réduction) des autres passifs à court terme	488	(994)	7 954
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION	11 460	123 290	89 586
Dividendes versés	(275)	(1 732)	0
Augmentation / (réduction) nette des prêts et créances à plus d'un an	(21)	1	(4)
Augmentation / (réduction) nette des dettes financières à plus et à moins d'un an (hors capitalisation des crédits-baux)	(3 143)	(16 222)	(1 568)
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES	(3 439)	(17 953)	(1 572)
Investissements en immobilisations incorporelles	(316)	(282)	(131)
Investissements en immobilisations corporelles (hors capitalisation des crédits-baux)	(1 442)	(3 236)	(1 736)
Investissements en titres de participation consolidés	(55)	(1 530)	(109)
Trésorerie des sociétés acquises	0	398	0
Produits de cession d'immobilisations corporelles	528	328	76
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	0	48	0
Variation des autres immobilisations financières	(32)	139	47
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	(1 316)	(4 135)	(1 853)
Incidence de la variation des taux de change	(25)	(68)	(76)
VARIATION DE LA TRESORERIE	6 680	101 134	86 085
Trésorerie au 1er janvier	(2 173)	(103 307)	(103 307)
Variation de trésorerie	6 680	101 134	86 085
Trésorerie au 30 Juin	4 507	(2 173)	(17 221)

Groupe CRIT

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En Milliers d'Euros	Nombre d'actions	Part du groupe	Intérêts minoritaires
31/12/00	2 250 000	37 781	900
Dividende distribué		(1 887)	(57)
Différence de conversion		104	21
Résultat de l'exercice		9 414	283
31/12/01	11 250 000	45 412	1 147
Dividende distribué		(1 575)	(145)
Différence de conversion		66	(57)
Résultat de l'exercice		6 119	286
31/12/02	11 250 000	50 022	1 231
Dividende distribué		(900)	(286)
Différence de conversion		(45)	(13)
Résultat de l'exercice		67	143
Variation de périmètre			26
30/06/03	11 250 000	49 144	1 101

L'augmentation du nombre d'actions en 2001 est consécutif à la division par cinq du nominal des actions voté au cours de l'Assemblée Générale en date du 28 février 2001.

Sommaire

1. Principes comptables
 - a. Méthodes de consolidation
 - b. Ecart d'évaluation et d'acquisition
 - c. Conversion des comptes exprimés en devise
 - d. Immobilisations
 - i. Incorporelles
 - ii. Corporelles
 - iii. Crédits baux
 - iv. Financières
 - v. Cession de créances
 - e. Valeurs d'exploitation
 - f. Créances
 - g. Opérations en devises
 - h. Trésorerie
 - i. Instruments financiers
 - j. Indemnités de départ à la retraite
 - k. Impôts différés
 - l. Résultat exceptionnel
 - m. Résultat net par action
 - n. Utilisation d'estimations
 - o. Résultat net par action
2. Faits marquants et changement de périmètre
3. Informations sectorielles :
 - a. Chiffre d'affaires par métier et zone géographique
 - b. Résultat d'exploitation par métier et zone géographique
4. Résultat exceptionnel
5. Amortissement des écarts d'acquisition et fonds de commerce
6. Immobilisations
 - a. Immobilisations incorporelles
 - i. Fonds de commerce
 - ii. Ecart d'acquisition
 - b. Immobilisations corporelles
 - c. Immobilisations financières
7. Résultat net par action
8. Engagements hors bilan
9. Périmètre de consolidation

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
Comptes semestriels consolidés au 30/06/03,

NOTE 1 - Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe CRIT sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France et, plus particulièrement, en conformité avec les prescriptions du Règlement 99.02 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les principes et méthodes comptables utilisés par le groupe sont décrits aux paragraphes 1.a à 1.o ci-dessous.

a. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles Groupe CRIT exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif de droit ou de fait sont consolidées par intégration globale.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 9 ci-après.

b. Ecarts d'évaluation et d'acquisition

A l'occasion de la première consolidation des filiales du groupe, il est procédé dans un délai n'excédant pas un an à l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs acquis identifiables. Postérieurement à leur affectation, les écarts d'évaluation et d'acquisition suivent les règles comptables propres à leur nature qui sont décrites ci-après.

c. Conversion des comptes exprimés en devise

Les postes du bilan exprimés en devise sont convertis en Euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat exprimés en devise sont convertis en Euros au cours moyen annuel. Les différences de conversion en résultant sont inscrites en capitaux propres du groupe ainsi que dans les intérêts minoritaires.

d. Immobilisations

i. Incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur valeur d'achat. Elles comprennent essentiellement les écarts d'acquisitions et les fonds commerciaux acquis.

Les survaleurs, résultant de l'écart entre la valeur d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées et la quote-part correspondante de la juste valeur des actifs et des passifs de ces sociétés à la date de la prise de

participation, sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et amorties linéairement sur une durée comprise entre 5 et 10 ans selon l'activité.

Les fonds commerciaux sont enregistrés à leur valeur d'acquisition. Ces fonds commerciaux font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée estimée d'utilisation. Au compte de résultat, les amortissements des écarts d'acquisitions et des fonds de commerce sont enregistrés sous une rubrique spécifique intitulée "Amortissement des écarts d'acquisitions et des fonds de commerce".

ii. Corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan consolidé à leur coût historique, qui correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'amortissements retenues sont les suivantes.

Nature	Durée d'amortissement
Constructions	40 ans
Agencements et aménagements	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

iii. Crédits baux

Le groupe applique la méthode préférentielle prescrite par la réglementation française lui permettant de capitaliser les contrats de crédit bail et assimilés qualifiés de location financement. La distinction entre contrats de location financement et de location simple est effectuée en privilégiant l'analyse économique du partage des risques et avantages entre le preneur et le bailleur.

Les contrats de location financement qui ont pour conséquence de transférer substantiellement les risques et avantages au preneur sont retraités et les actifs ainsi acquis sont immobilisés et amortis selon les règles du groupe.

iv. Financières

Les immobilisations financières sont inscrites au bilan consolidé à leur coût historique, qui correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Elles sont essentiellement constituées de prêts et de titres de participations.

Les prêts sont essentiellement composés de prêts effectués dans le cadre de l'effort de construction. Ils sont enregistrés pour leur valeur nominale.

Les titres de participation non consolidés représentent les intérêts du groupe dans le capital de sociétés non consolidées et figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Des provisions pour dépréciation sont constatées en cas de baisse

durable de leur valeur d'utilité, celle-ci étant généralement appréciée en fonction de la quote-part de capitaux propres détenus et des perspectives de rentabilité de chaque société. Les titres de participation non consolidés comprennent, en particulier, les parts détenues par le groupe dans la SOCAMETT et dans des organismes financiers de type mutualiste.

v. Cession de créances

En date du 19 juin 2002, Groupe CRIT en tant que mandataire ainsi que CRIT Intérim, Les Compagnons, Ab Intérim, Les Volants, GTI, ECM, CRIT Sécurité, Maser, au titre de cédants, ont signé un contrat de titrisation .

Au terme de ce contrat, les entités du groupe, cèdent des créances commerciales à hauteur d'un maximum de 75 millions d'euros.

La première cession a été réalisée le 28 juin 2002 pour un montant de 88 millions d'euros dont 75 millions ont été financés.

De plus, Euristt cède certaines créances au titre d'un contrat de factoring, sans recours.

La position nette des créances cédées au Factor au 30/06/03 ,au 31/12/02 et au 30/06/02 étaient respectivement de 18.7 millions d'euros, de 7.8 millions d'euros et 18 millions d'euros.

e. Valeurs d'exploitation

Les stocks et les travaux en cours sont enregistrés au plus bas du prix de revient ou de la valeur de remplacement (activité industrielle et de négoce) ou à la valeur d'acquisition (activité de marchand de biens de Groupe CRIT). Dans le cadre de l'activité industrielle et de négoce, les prix de revient sont calculés suivant la méthode "premier entré - premier sorti". Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque la valeur ci-dessus est supérieure à la valeur de marché estimée.

f. Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale taxes comprises. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire, appréciée en fonction de la situation juridique et financière de chaque débiteur défaillant, est inférieure à la valeur nominale. Les créances douteuses sont provisionnées à hauteur de 100% de leur valeur hors taxes, déduction faite, le cas échéant, de la fraction couverte par les assurances.

g. Opérations en devises

Les dettes et créances en monnaies étrangères sont enregistrées au cours du jour de transaction.

A l'arrêté des comptes, elles sont revalorisées au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts provenant de cette actualisation sont inscrits au compte de résultat en charges financières lorsqu'il s'agit d'une perte latente.

h. Trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du groupe CRIT en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des dettes financières à court terme. Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au bilan consolidé au plus bas de la valeur d'acquisition ou de la valeur du marché.

i. Instruments financiers

Les instrument financiers à terme figurent dans les engagements hors bilan. Les résultats relatifs aux instruments financiers utilisés dans le cadre d'opérations de couverture sont déterminés et comptabilisés de façon symétrique à la prise en compte des produits et charges des éléments couverts.

j. Indemnités de départ à la retraite

Les régimes d'indemnité de départ à la retraite à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode prospective en tenant compte d'hypothèses actuarielles, d'augmentation de salaires, d'âge de départ, de mortalité, de rotation, ainsi que d'actualisation. Les modifications éventuelles d'hypothèses actuarielles sont étalées sur la durée de vie résiduelle de service des salariés participant aux régimes concernés.

k. Impôts différés

Certains retraitements de consolidation apportés aux comptes sociaux des entités consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps, existant dans les comptes sociaux, peuvent conduire à des différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits au bilan consolidé.

Dans les comptes consolidés, ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés. De même, les déficits fiscaux reportables font l'objet d'un calcul d'impôt différé.

Les impôts différés sont calculés sur une base globale suivant la méthode du report variable c'est à dire sur la base du dernier taux d'impôt connu. Les effets des éventuelles variations de taux d'impôt sur les impôts différés constatés antérieurement sont enregistrés au compte de résultat au cours de l'exercice durant lequel ces changements de taux sont devenus certains. Aucune actualisation des impôts différés n'est pratiquée.

Les impôts différés actifs ne sont pris en compte que si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période durant laquelle les actifs deviennent ou restent récupérables.

La charge d'impôt du semestre est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice. Ce calcul est réalisé individuellement pour chaque société ou, le cas échéant, pour chaque ensemble fiscal, et chaque catégorie de résultat fiscal.

I. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'exercice.

m. Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

n. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actif, passif, produits, charges et engagements. Les données définitives peuvent éventuellement différer de ces estimations et hypothèses.

o. Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur le nombre moyen d'action en circulation.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET INCIDENCE SUR LA COMPARABILITE DES COMPTES

2.1. Rappel des principales opérations et des évolutions du périmètre

1. Année 2002 :

Le 01/01/02, Maser a acquis 100% des titres de la société AWAC, société spécialisée dans la maintenance aéronautique.

Le 28/06/02, Groupe Crit a mis en place la titrisation succédant au prêt relais et destinée à stabiliser le financement de l'acquisition d'Euristt.

Le 30/09/02, Crit Intérim a acquis 100% des titres de CP, société anonyme, détenant 100% des titres de la SARL K Intérim, société de travail temporaire exploitant une agence à Vichy.

2. Année 2003 :

Le 7 avril 2003, la société Maser a cédé 100% des titres de la société AWAC, à la société Groupe Europe Handling , spécialisée dans l'aéroportuaire.

Les sociétés CONGO HANDLING et CRIT INTERIM (Maroc), ont été créés et intégrés dans le périmètre de consolidation respectivement les 13 janvier 2003 et 22 avril 2003, spécialisée pour la première dans l'aéroportuaire et la seconde dans le travail temporaire.

Elles sont détenues respectivement par le Groupe Europe Handling à hauteur de 61%, et par le Groupe Crit , à hauteur de 90%.

Le 04 et le 26/06/03, CRIT INTERIM a acquis les fonds de commerce des agences de Roanne, Saint Amand et de Montluçon de la société France service Intérim (FSI).

3. INFORMATIONS SECTORIELLES :

L'activité du groupe Crit étant presque exclusivement exercée en France, il n'est pas donné de répartition géographique des activités.

3.a. Chiffre d'affaires par métier

La répartition par métier du chiffre d'affaires du groupe est la suivante :

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Travail temporaire	480 831	1 012 089	484 208
Assistance Aéroportuaire	29 143	56 607	25 171
Divers	33 042	63 071	31 674
Eliminations inter activités	(10 334)	(20 783)	(9 302)
TOTAL	532 682	1 110 984	531 751

3.b. Résultat d'exploitation par métier

La répartition par métier du résultat d'exploitation du groupe est la suivante :

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Travail temporaire	15 570	41 147	19 014
Assistance Aéroportuaire	1 268	3 769	1 925
Autres	(202)	(1 638)	425
TOTAL	16 636	43 278	21 364

4. RESULTAT EXCEPTIONNEL:

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Plus et moins values sur cession d'actifs	265	(97)	35
Dotations exceptionnelles aux provisions	(377)	477	131
Autres	(795)	(2 532)	(503)
TOTAL	(907)	(2 152)	(337)

5. AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION ET FONDS DE COMMERCE

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Crit Intérim (5 ans)	186	509	233
GTI (5 ans)	124	249	124
GEH (10 ans)	246	493	246
Mayday (5 ans)	178	353	177
EPS (5 ans)	326	652	326
Euristt (10 ans)	5 703	11 411	5 656
Divers (5 ans)	127	98	84
TOTAL	6 890	13 765	6 847

6. IMMOBILISATIONS

a. Immobilisations incorporelles

i. Fonds de commerce

Les valeurs nettes des fonds de commerce s'analysent comme suit :

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Crit Intérim	437	382	548
Sky Handling Partner Ltd (City Jet)	930	980	1 029
Divers	0	10	21
Total	1 367	1 372	1 598

ii. Ecart d'acquisition

Les valeurs nettes des écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

En Milliers d'Euros	30/06/03	2 002	30/06/02
GTI (5 ans)	124	249	373
GEH (10 ans)	2 957	3 203	3 450
Mayday (5 ans)	834	1 014	1 190
EPS (5 ans)	1 794	2 120	2 446
Euristt (10 ans)	95 979	101 681	106 529
K Interim (5ans)	905	1 012	
Divers (5 ans)	310	370	468
Total en valeur nette	102 903	109 649	114 456

La variation des écarts d'acquisition s'analyse comme suit :

En Milliers d'Euros	30/06/03	2 002	30/06/02
Valeur nette au 01 janvier	109 649	120 947	120 947
Augmentation de la valeur brute (Acquisition)			
Euristt		907	
Autres		1 135	107
Amortissements de l'exercice	(6 746)	(13 340)	(6 598)
Cession			
Différence de conversion			
Autres mouvements			
Valeur nette au 30 Juin	102 903	109 649	114 456

b. Immobilisations corporelles

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Terrains	460	460	468
Constructions	1 027	1 062	1 358
Installations techniques, matériel et outillage	12 222	12 790	12 886
Matériel de bureau et informatique	6 539	6 716	6 681
Matériel de transport	103	136	205
TOTAL	20 351	21 164	21 599

c. Immobilisations financières

En Milliers d'Euros	30/06/03	2002	30/06/02
Prêts et créances à plus d'un an	1 696	1 703	1 681
Titres de participation	448	450	435
Autres immobilisations financières	1 604	1 487	1 730
TOTAL	3 748	3 640	3 846

Les prêts sont essentiellement constitués des obligations du groupe au titre du 1% construction. Les titres de participation sont constitués pour l'essentiel de titres de la Socamett, organisme de caution mutuelle délivrant la caution légale au groupe Crit intérim. Les autres immobilisations financières sont majoritairement relatives aux dépôts de garanties relatifs aux baux.

7. RESULTAT NET PAR ACTION

En Milliers d'Actions	1er Sem 2 003	2002	1er Sem 2 002
Nombre d'actions en circulation à l'ouverture	11 250	11 250	11 250
Nombre d'actions émises au cours de l'exercice			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	11 250	11 250	11 250
Résultat net part du groupe en Milliers d'Euros	67	6 119	3 123
Résultat net par action en Euros	0,01	0,54	0,28

8. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements courants

En Milliers d'Euros	Donné / reçu	Origine	Echéance	30/06/03	2002	30/06/02
Cautions et contre garanties sur marchés						
Créances cédées non échues						
Nantissements, hypothèques et suretés réelles						
Hypothèque immeuble Saint Ouen	Donné	Prêt Moyen terme 38 M Euros	déc-06	20 000	20 000	20 001
Nantissement des titres Euristt	Donné	Prêt Moyen terme 38 M Euros	déc-06	N/A	N/A	N/A
Nantissement des titres GEH	Donné	Prêt Moyen terme 38 M Euros	déc-06	N/A	N/A	N/A
Avais cautions et garantie						
Cautions de la Socamett en faveur de l'activité intérim de Crit	Reçu	Garantie financière	juin-03	26 211	26 211	23 884
Cautions de la Banque de Bretagne en faveur d'Effika	Reçu	Garantie financière	juin-03	544	544	445
Cautions des banques en faveur d'Euristt France	Reçu	Garantie financière	juin-03	55 386	55 386	53 366
Cautions données par Euristt SA aux banques Cautionnant Euristt France	Donné	Garantie financière	juin-03	55 386	55 386	53 366
Autres engagements						
Dépôt de garantie relatif à la garantie de passif Euristt	Donné	Prêt Moyen terme 38 M Euros	déc-06	6 250	12 500	
Garantie de passif Euristt	Reçu	Acquisition	janv-05	31 250	31 250	31 250
Garantie de passif Mayday	Reçu	Acquisition	oct-03	154	154	228
Garantie de passif K intérim	Reçu	Acquisition	déc-05	120	120	
Garantie de passif Effika / Sofidess	Reçu	Acquisition	déc-03	61	107	107
Divers	Donné	Divers		6 006	7 153	6 150

Dans le cadre du rachat d'Euristt, le cédant a donné une garantie de passif dans la limite de 25% du prix d'acquisition. Cet engagement est garanti par un dépôt du cédant de 12,5 millions d'Euros réduit de 50% à dater du 1/5/03. Les droits sur ce dépôt ont été donnés en garantie du prêt moyen terme de 38 millions d'Euros.

9. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Société	% d'intérêt			Méthode de consolidation
	1er Sem 2003	2 002	1er Sem 2002	
GROUPE CRIT (Saint-Ouen) N° SIREN : 622 045 383				Intégration globale
CRIT INTERIM SA. (Saint-Ouen) N° SIREN : 303 409 247	98,90	98,90	98,90	Intégration globale
OTESSA (c'clean) (Saint-Ouen) N° SIREN : 552 118 101	99,00	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT CENTER (Saint-Ouen) N° SIREN : 652 016 270	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
RUSH (Saint-Ouen) N° SIREN : 692 039 183	97,90	97,90	97,90	Intégration globale
LES VOLANTS (Saint-Ouen) N° SIREN : 301 938 817	98,08	98,08	98,08	Intégration globale
HILLARY (Saint-Ouen) N° SIREN : 304 668 510	99,50	99,50	99,50	Intégration globale
E.C.M. (Saint-Ouen) N° SIREN: 732 050 034	99,00	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT SECURITE LES BERGERS (Paris) N° SIREN : 732 050 042	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
MASER (Saint-Ouen) N° SIREN : 732 050 026	99,00	99,00	99,00	Intégration globale
LES COMPAGNONS (Paris) N° SIREN : 309 979 631	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
COMPUTER ASSISTANCE (Saint-Ouen) N° SIREN : 732 050 018	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
LEBREC (Saint-Ouen) N° SIREN : 572 181 097	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
AB INTERIM (Saint-Ouen) N° SIREN : 642 009 583	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
R.H.F. (Saint-Ouen) N° SIREN : 343 185 062	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
ATIAC (Saint-Ouen) N° SIREN : 690 500 871	50,00	50,00	50,00	Intégration globale
EURO SURETE (ko protection) (Paris)	95,00	95,00	95,00	Intégration globale

Société	% d'intérêt			Méthode de consolidation
	1er Sem 2003	2 002	1er Sem 2002	
N° SIREN : 399 370 386				
SCI RIGAUD PREMILHAT (Bois Rigaud) N° SIREN : 312 086 390	90,00	90,00	90,00	Intégration globale
SCI RUITZ LES MEURETS (Barlin) N° SIREN : 310 728 258	90,00	90,00	90,00	Intégration globale
ARIANE COURSE (Saint-Ouen) N° SIREN : 334 077 138	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
GESTION TRAVAIL INTERIM (Méru) N° SIREN : 334 958 543	96,13	96,13	96,13	Intégration globale
GALITE DIFFUSION (Villeneuve la Garenne) N° SIREN : 324 206 101	95,00	95,00	95,00	Intégration globale
GRUPE EUROPE HANDLING (Tremblay en France) N° SIREN 401 144 274	99,76	99,76	99,76	Intégration globale
EUROPE HANDLING (Tremblay en France) N° SIREN : 395 294 358	99,66	99,66	99,66	Intégration globale
EUROPE HANDLING ROISSY (Tremblay en France) N° SIREN : 401 300 983	99,52	99,52	99,52	Intégration globale
EUROPE HANDLING MAINTENANCE (Tremblay en France) N° SIREN : 404 398 281	99,52	99,52	99,52	Intégration globale
AERO HANDLING (Tremblay en France) N° SIREN : 398 776 799	99,42	99,42	99,42	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION (Tremblay en France) N° SIREN :410 080 600	99,52	99,52	99,52	Intégration globale
AIRLINES GROUND SERVICES (Tremblay en France) N° SIREN : 411 545 080	99,52	99,52	99,52	Intégration globale
INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN (Tremblay en France) N° SIREN : 409 514 791	99,52	99,52	99,52	Intégration globale
EUROPE HANDLING CORRESPONDANCE (Tremblay en France) N° SIREN 441 318 433	99,76	99,76	99,76	Intégration globale
CRIT ITALIA	99,00	99,00	99,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER (Cityjet) (Irlande)	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
MAYDAY TT (Paris) N° SIREN : 344 027 180	98,89	98,89	98,89	Intégration globale

Société	% d'intérêt			Méthode de consolidation
	1er Sem 2003	2 002	1er Sem 2002	
MAYDAY PAO (Paris) (1) N° SIREN : 383 830 239	96,74	96,74	96,74	Intégration globale
MARINE (Paris) N° SIREN : 313 333 474	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
EFFIKA (Brest) N° SIREN : 353 761 455	98,80	98,80	98,80	Intégration globale
SOFIDESS (Brest) (2) N° SIREN : 403 735 996		98,90	98,90	Intégration globale
CRIT INTERIM (Suisse)	98,90	98,90	98,90	Intégration globale
Crit Ressources Humaines (Canada)	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
EURISTT SA N° SIREN : 324 551 464	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
EURISTT France N° SIREN : 399 489 665	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
LABORALIA	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
PROPARTNER	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
SCI SARRES DE COLOMBE	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
SCI CAMBRAIE	100,00	100,00	100,00	Intégration globale
K INTERIM (Saint Germain des Fosses) N° SIREN : 345 022 842	98,90	98,90		Intégration globale
CP (Vichy) N° SIREN ; 390 045 623	98,90	98,90		Intégration globale
AWAC TECHNICS N° SIREN 412 783 045	99,00	99,00	99,00	Intégration globale
CONGO HANDLING (Congo)	60,85			Intégration globale
CRIT MAROC (Maroc)	90,00			Intégration globale

(1) Fusion avec R.H.F

(2) Fusion avec Crit Intérim

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2003

Les résultats du premier semestre 2003 traduisent une bonne résistance du groupe dans un contexte économique difficile et une décroissance de 2,5 % de son marché principal, l'intérim.

Le chiffre d'affaires, à 532,7 M€, s'inscrit en légère croissance (0,2 %) par rapport à 2002.

Le pôle travail temporaire (représentant 88,5 % du chiffre d'affaires total du groupe) recule de 0,7 % seulement dans un marché à - 2,5 % ;
L'aéroportuaire maintient une croissance de 15,8 % ;
Les autres activités croissent de 4 %.

Le résultat d'exploitation du groupe s'élève à 16,6 M€ en retrait de 22 % sur le premier semestre 2002 et la marge opérationnelle s'établit à 3,12 % contre 4,02 % en 2002.

Par métiers,

- Le résultat d'exploitation de l'intérim s'établit à 15,6 M€ et la marge opérationnelle subit une sensible diminution de 0,7 point.

Cette diminution s'explique tant par la pression sur les prix subie de la part de la concurrence, que par un accroissement du prix de revient lié à l'augmentation des charges sociales en début d'année non intégralement répercutées auprès de la clientèle.

- Le résultat d'exploitation de l'aéroportuaire s'établit à 1,3 M€ contre 1,9 M€.

Ce recul est essentiellement la conséquence de l'arrêt de l'activité d'Air Lib, qui a eu un impact négatif sur le semestre d'environ 400 K€.

- Les autres activités constatent une perte de 0,2 M€ contre 2,1 M€ au second semestre 2002.

Les mesures qui ont été prises permettent de confirmer le retour d'un second semestre à l'équilibre.

Concernant la dette, celle-ci s'établit à 133,4 M€ avant prise en compte des effets de la titrisation et à 57 M€ après prise en compte de ces effets.

Au total, le groupe a réduit sa dette de 20 % depuis l'acquisition d'Euristt et confirme sa capacité à financer sereinement cette acquisition.

RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIES

PricewaterhouseCoopers AUDIT

**2, avenue Hoche
75008 Paris**

**32, rue Guersant
75017 Paris**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES
CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2003**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

Groupe Crit

152 bis, avenue Gabriel Péri
93400 Saint Ouen

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidé présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés de la société Groupe CRIT, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France : ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils

donnent du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

**A. Fait à Paris,
B. le 20 octobre 2003**

Les Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Ricol, Lasteyrie & Associés

PricewaterhouseCoopers Audit

Gilles de Courcel

Christian Martin